

**ARRÊTÉ N° 2024 – 483**  
**OCCUPATION DE VOIRIE**

Le Maire de la Ville de Juvignac,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R.44, R.225 et R.225-1,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière,

**VU** la demande de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 18 novembre 2024,

**CONSIDERANT** qu'il importe de prendre des mesures de circulation pour assurer l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique

**CONSIDERANT** que les travaux d'entretien et de maintenance des réseaux, d'Adduction en Eau Potable, d'Assainissement nécessitent, l'occupation du domaine public ;

**ARRÊTE**

**Art.1 :** Du 1<sup>ER</sup> janvier au 31 décembre 2025, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que les entreprises, CERE Ingénierie, TTPR, RDL, FAURIE, SCAM TP, EHTP, SPIE BATIGNOLLES MALLET, SOGEA SUD HYDROLIQUE, et VEOLIA EAUX sont autorisées à occuper le domaine public de la commune, voiries et accotements, places publiques, passages, allées, rues et tout autre lieu où se trouvent les infrastructures dont la Régie des Eaux à la charge d'entretien, les travaux de création ou d'extension ne rentrent dans le champ de cette autorisation ;

**Art.2 :** L'espace public sera occupé tant que nécessaire, les voies publiques seront quant à elles occupées par demi-chaussée, et la circulation se fera en alternat, par feux tricolores ou piquet K10, les déviations ne sont pas autorisées ;

**Art.3 :** Les droits des tiers demeureront préservés ;

**Art.4 :** Si une déviation est nécessaire, les services de la Ville devront être avertis, au plus tard, trois semaines avant la date d'exécution par courriel à [urbanisme@juvignac.fr](mailto:urbanisme@juvignac.fr) pour délivrance d'une autorisation spécifique et possibilité de communication préalable aux administrés ;

**Art.5 :** Les mesures de signalisation nécessaires seront prises pour permettre l'application des présentes dispositions. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par les entreprises bénéficiaires de la présente autorisation sous le contrôle de la REGIES DES EAUX, pendant toute la durée de chaque chantier.

**Art.6 :** A l'achèvement de chaque chantier, le permissionnaire devra réparer tout dommage causé et rétablir à ses frais la voie publique et ces dépendances dans leur état premier ;

**Art.7 :** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par la commune dans l'intérêt général ;

**Art.8 :** La présente autorisation est, pour tout ou partie, révoquée sans indemnité soit pour des raisons d'intérêt général soit pour non-respect par le permissionnaire des articles ci-dessus ;

**Art.9 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux, transmis aux tribunaux compétents ;

**Art.10 :** Le Directeur Général des Services, le Directeur de l'Aménagement urbain et des Travaux, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, le Chef de la Police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Juvignac, le 21 novembre 2024

Pour le Maire,

L'adjoint Délégué

à la Tranquillité Publique, aux Ressources Humaines, au Devoir de Mémoire, et aux Affaires Générales

Jacques BOUSQUEL